

Premier trimestre 2013 : nouvelle baisse de l'emploi en Bourgogne

Au premier trimestre 2013, l'emploi salarié bourguignon recule de 0,4 % dans les secteurs marchands non agricoles. La région perd encore 1 600 emplois sur trois mois. L'emploi recule dans tous les départements, en particulier dans l'Yonne. Dans ce contexte, le taux de chômage s'inscrit à la hausse et atteint 9,8 % de la population active bourguignonne. Le nombre de demandeurs d'emploi suit un mouvement haussier et le chômage de longue durée augmente encore plus vite.

Pourtant quelques signes positifs se profilent : indicateur avancé de l'économie, l'intérim se redresse, les créations d'entreprises reprennent alors que les défaillances sont stables. Dans le bâtiment, les signaux sont contrastés : les mises en chantiers de logements neufs repartent à la hausse dans la région, mais les délivrances de permis de construire, en baisse, suggèrent un ralentissement à venir de la construction de logements neufs.

En ce début d'année, la situation économique comme les conditions climatiques sont loin d'être favorables au tourisme en Bourgogne. La clientèle française fait défaut et le taux d'occupation des chambres est en recul de 1,6 point.

Stéphane Vigneau, Insee Bourgogne

Dynamisme modéré de l'activité mondiale

Au premier trimestre 2013, l'activité dans les pays avancés rebondit comme attendu (+ 0,4 % après 0,0 %). Elle est en revanche décevante dans les économies émergentes, notamment en Chine. En particulier, l'accélération de l'activité est nette au Japon grâce au redémarrage des exportations et aux États-Unis, soutenue par une consommation des ménages particulièrement dynamique malgré le durcissement fiscal.

Dans la zone euro, l'activité se replie pour le sixième trimestre consécutif, à un rythme toutefois moindre qu'au trimestre précédent (- 0,2 % après - 0,6 %). Les situations nationales sont contrastées : l'activité allemande rebondit seulement de 0,1 % et les importations allemandes se replient nettement. L'activité recule en France (- 0,2 %) et encore plus en Espagne et en Italie (- 0,5 % et - 0,6 %).

L'activité mondiale devrait rester robuste d'ici fin 2013, avec un dynamisme sans excès dans les économies émergentes, une expansion aux États-Unis (autour de + 0,5 % par trimestre) et plus encore au Japon (+ 0,6 % par trimestre). L'activité dans la zone euro devrait connaître aussi un léger mieux d'ici fin 2013 (+ 0,1 % par trimestre).

Timide éclaircie en France

En France, le PIB recule de 0,2 % au premier trimestre 2013, pour le deuxième trimestre consécutif. Les exportations reculent (- 0,4 % après - 0,7 %), en raison notamment de la forte baisse des importations allemandes. La consommation des ménages stagne (- 0,1 % après + 0,1 %), malgré la forte progression des dépenses des ménages en énergie (+ 5,0 %), du fait des températures plus rigoureuses qu'à l'habitude début 2013. Côté offre, la production manufacturière continue de se replier (- 0,1 % après - 2,1 %) et l'activité ralentit dans les services, pénalisée par le manque de vigueur de l'activité industrielle et de la demande des ménages.

D'ici fin 2013, la demande intérieure continuerait de manquer de tonus, mais le recul de l'activité s'interromprait néanmoins. Ainsi, au deuxième trimestre 2013, grâce au rebond des exportations (+ 1,3 %) et à la reconstitution des stocks dans l'industrie manufacturière, l'activité se redresserait (+ 0,2 % après - 0,2 %). En 2013, le pouvoir d'achat des ménages se stabiliserait. Il bénéficierait de la baisse marquée de l'inflation mais resterait pénalisé par la dégradation du marché du travail : d'ici fin 2013, plus de 110 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage dépasserait 11,0 % en France (y compris DOM).

Nouvelle baisse de l'emploi bourguignon

Au cours du premier trimestre 2013, l'emploi salarié bourguignon se replie de 0,4 % dans les secteurs marchands non agricoles, après une baisse de 0,2 % au trimestre précédent. Sur un an, le recul atteint 1,4 % et l'économie régionale perd ainsi 5 000 emplois nets.

Baisse de l'emploi mais des signes positifs

L'emploi salarié bourguignon se contracte sans interruption depuis le second semestre 2011. Une baisse amplifiée au premier trimestre 2013 : - 0,4 % après - 0,2 % alors que l'emploi se stabilise au niveau national. La région perd ainsi 1 600 emplois en trois mois.

Mais, signe d'un frémissement de l'activité dans la région, l'intérim recrute à nouveau : + 2,2 %, soit 300 emplois nets supplémentaires. Hors intérim, les effectifs salariés baissent dans tous les secteurs. La construction accuse un repli plus marqué en Bourgogne que dans les autres régions françaises : 700 emplois sont détruits sur un trimestre soit une baisse de 1,9 %. En un an, ce secteur perd 4,2 % de ses salariés, soit 1 500 postes, contre une baisse de 1,8 % au plan national. Le recul dans le tertiaire marchand et dans l'industrie est de moindre ampleur.

L'Yonne sévèrement touchée

Début 2013, les quatre départements bourguignons perdent des emplois. En premier lieu, l'Yonne avec 550 postes supprimés (- 0,8 %) dont près de 300 relèvent de l'industrie.

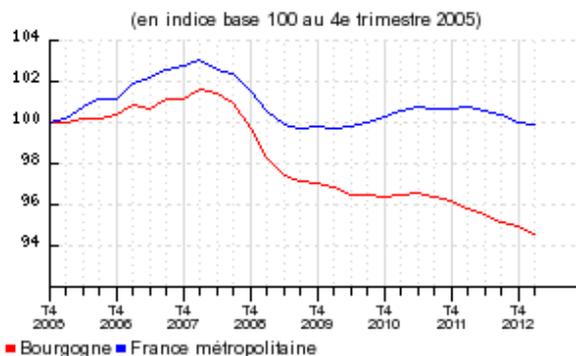
En Côte-d'Or, 500 emplois (- 0,4 %) sont détruits. Les conditions climatiques difficiles ont pesé sur la construction : - 400 emplois. Le secteur « Autres activités industrielles » perd 330 postes dans le département, soit la moitié des suppressions enregistrées dans ce secteur en Bourgogne. Une grande part de ces réductions d'effectifs relève de l'industrie pharmaceutique jusqu'alors relativement épargnée. Mais le secteur « Cokéfaction et raffinage, industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution » est créateur net d'emploi (+ 5,5 %) notamment grâce aux recrutements d'EDF et de GDF Suez.

L'emploi se replie de 0,6 % dans la Nièvre, essentiellement dans le commerce et les services à la personne, et de 0,2 % en Saône-et-Loire.

Nouvelle hausse du chômage bourguignon

L'évolution de l'emploi pèse sur le chômage. Ce dernier augmente de façon continue depuis le second semestre 2011. Le chômage régional, en hausse de 0,2 point, touche 9,8 % des actifs bourguignons. Le taux s'élève à 10,4 % en France métropolitaine.

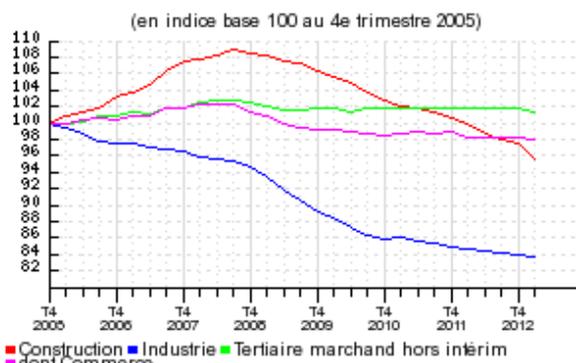
Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimation d'emploi

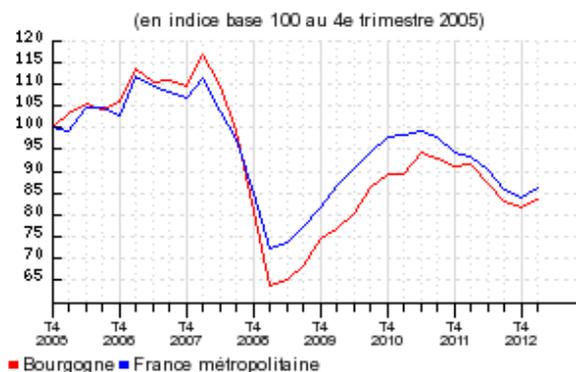
Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Bourgogne



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimation d'emploi

Évolution de l'emploi intérimaire

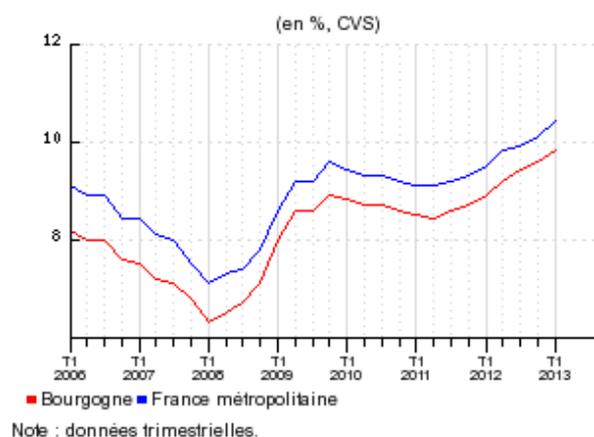


Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimations d'emploi

Plus fortement touchée par les pertes d'emplois, l'Yonne enregistre un taux de chômage record : 10,7 % de ses actifs sont sans emploi, soit 0,2 point de plus qu'au trimestre précédent. La progression est de même ampleur en Saône-et-Loire et en Côte-d'Or où le taux de chômage s'élève respectivement à 9,8 % et 9,0 %. Dans la Nièvre, le taux de chômage reste stable mais élevé : il s'établit à 10,4 % de la population active. Fin mars 2013, 114 700 demandeurs d'emplois de catégorie A, B ou C sont inscrits à Pôle Emploi, soit une hausse de 2,6 % en trois mois, similaire à la moyenne nationale. Après avoir encore progressé en avril 2013, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois tend à se stabiliser en mai. Dans une période de hausse durable du chômage, le chômage de longue durée augmente encore plus vite, de 4,2 % au premier trimestre 2013 et de 14,0 % en glissement annuel. Ces inscrits depuis un an et plus à Pôle emploi représentent fin mai 43 % des demandeurs d'emploi en Bourgogne.

Taux de chômage



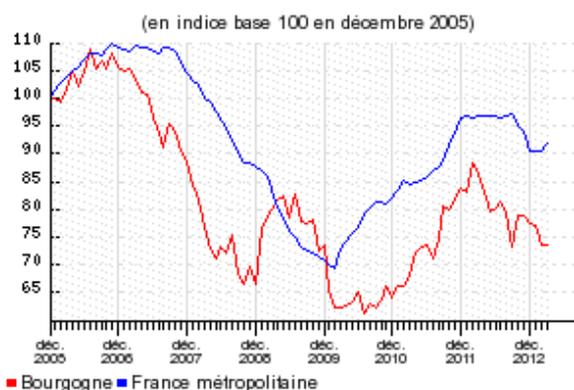
Source : Insee, taux de chômage au sens BIT et taux de chômage localisé

Rebond des mises en chantier de logements

Avec près de 1 900 logements commencés, les mises en chantier de logements repartent à la hausse dans la région (+ 33 % en glissement annuel), une évolution en rupture avec la tendance amorcée au second semestre 2012. L'activité, bien orientée en Bourgogne, se démarque de la tendance nationale, à la baisse depuis le début 2012.

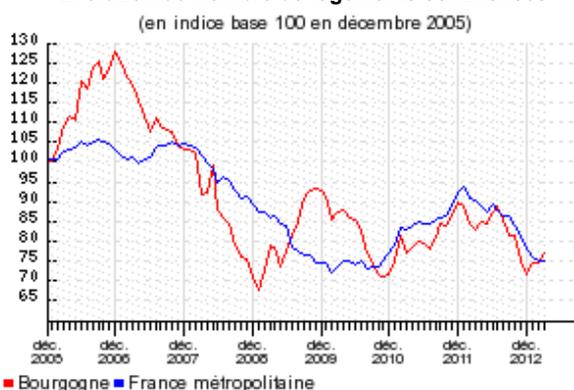
Pour les mois à venir, le nombre de permis de construire autorisés, indicateur du nombre de mises en chantier futures, suggère un ralentissement dans la construction de logements neufs. A peine 2 000 permis sont délivrés au cours des trois premiers mois de l'année, soit une baisse de 17 % par rapport à la même période de l'année précédente. À l'inverse, ils retrouvent un mouvement à la hausse en France métropolitaine : + 6 %.

Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Source : SoeS, Sit@del

Évolution du nombre de logements commencés



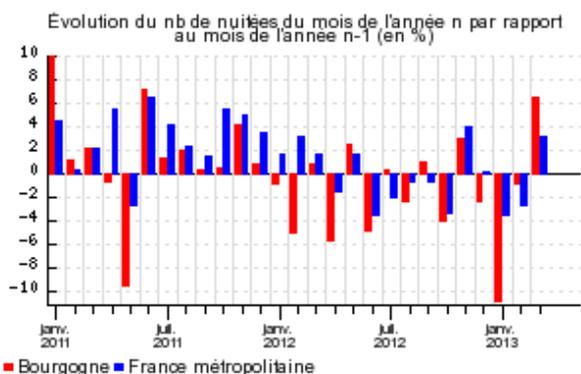
Source : SoeS, Sit@del

Repli de fréquentation dans les hôtels

Lors du premier trimestre 2013, les arrivées dans les hôtels bourguignons sont en hausse de 0,4 % mais les nuitées associées reculent de 0,9 %, par rapport au début d'année 2012. La clientèle étrangère est en progression tant pour les arrivées que pour les nuitées (+ 3,8 %). Cela ne suffit pas à compenser la baisse de 1,9 % des nuitées françaises, celles-ci représentant 80 % du total. Dans ce contexte, le taux d'occupation des chambres est en recul de 1,6 point.

Tous les départements sont concernés par la baisse des nuitées : elles reculent de 2,6 % dans la Nièvre, de 1 % en Saône-et-Loire et plus faiblement en Côte-d'Or et dans l'Yonne. Dans la Nièvre, la part de la clientèle étrangère est la plus faible de Bourgogne. De ce fait, sa forte progression (+ 7,5 % pour les nuitées, + 18,2 % pour les arrivées) ne comble pas la désaffection des clients français.

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 2012 ont été rétropolées.

Sources : Insee ; direction du Tourisme ; partenaires régionaux

La création d'entreprises reprend

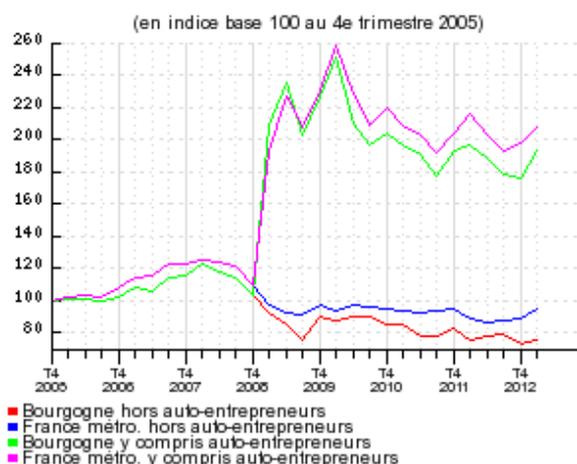
Le premier trimestre est en général favorable à la création d'entreprises. L'année 2013 ne déroge pas à la règle : au cours des trois premiers mois, plus de 2 600 entreprises ont été créées en Bourgogne, soit une hausse de 9,9 % par rapport au trimestre précédent. Un dynamisme à relativiser : comparée au premier trimestre 2012, la création d'entreprises bourguignonne est en retrait de 1,7 %. Au niveau national, l'évolution est moins favorable tant en glissement trimestriel (+ 4,9 %) qu'annuel (- 4,2 %).

La création d'auto-entreprises retrouve de l'allant et progresse de près de 15 % sur un trimestre. La tendance s'inverse même pour les entreprises classiques : en baisse au trimestre précédent, les créations progressent de près de 3 % début 2013.

Le secteur « Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien », services principalement destinés aux entreprises, progresse de 20 % ; il est à l'origine d'une création sur cinq. Seules les « Autres activités de services », qui regroupent une partie des services à la personne, affichent une baisse à la fois sur trois mois et sur un an.

Au cours du premier trimestre 2013, 415 dépôts de bilans sont jugés. Un volume stable sur un an en Bourgogne, dû à la meilleure résistance des entreprises en Côte-d'Or et en Saône-et-Loire. Au plan national les dépôts de bilan sont en recul de 5,4 %.

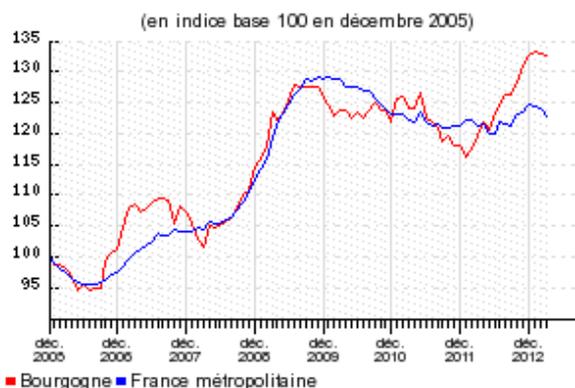
Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture. Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises, Sirène)

Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 juin 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Sources : Banque de France (Fibex)

Directeur de Publication : Moïse MAYO